

© OECD, 2002.

© Software: 1987-1996, Acrobat is a trademark of ADOBE.

All rights reserved. OECD grants you the right to use one copy of this Program for your personal use only. Unauthorised reproduction, lending, hiring, transmission or distribution of any data or software is prohibited. You must treat the Program and associated materials and any elements thereof like any other copyrighted material.

All requests should be made to:

Head of Publications Service,  
OECD Publications Service,  
2, rue André-Pascal,  
75775 Paris Cedex 16, France.

© OCDE, 2002.

© Logiciel, 1987-1996, Acrobat, marque déposée d'ADOBE.

Tous droits du producteur et du propriétaire de ce produit sont réservés. L'OCDE autorise la reproduction d'un seul exemplaire de ce programme pour usage personnel et non commercial uniquement. Sauf autorisation, la duplication, la location, le prêt, l'utilisation de ce produit pour exécution publique sont interdits. Ce programme, les données y afférentes et d'autres éléments doivent donc être traités comme toute autre documentation sur laquelle s'exerce la protection par le droit d'auteur.

Les demandes sont à adresser au :

Chef du Service des Publications,  
Service des Publications de l'OCDE,  
2, rue André-Pascal,  
75775 Paris Cedex 16, France.

# ÉDITORIAL : UNE REPRISE GRADUELLE MAIS PEU SPECTACULAIRE

Depuis la dernière parution des *Perspectives économiques de l'OCDE*, il y a six mois, la croissance au sein de l'OCDE s'est révélée décevante. La reprise américaine reste fragile et un peu plus faible que prévu, alors que la croissance de la zone euro n'a pas été à la hauteur de prévisions pourtant modestes. Au Japon, des exportations et un investissement fluctuants n'ont pas débouché sur une véritable reprise.

Il y a de nombreuses raisons à ce nouvel accès de faiblesse, et il n'est pas facile de les hiérarchiser.

Inquiétudes quant au prix du pétrole, anxiété face à la guerre, peur du terrorisme et des épidémies, perte de confiance dans la gouvernance internationale... La liste des facteurs géopolitiques et psychologiques est longue. Et leur rôle dans l'affaiblissement récent de la confiance des entreprises et des consommateurs est bien tangible.

En dépit de leur omniprésence dans le débat public, ces turbulences ne devraient pas masquer cependant la dimension proprement économique des problèmes actuels et son importance pour l'avenir de la reprise mondiale. Cette reprise se révélera en effet d'autant plus solide et durable que les déséquilibres passés (surinvestissement, actions survalorisées, fragilité des bilans...) auront été résorbés, dans un contexte où les politiques économiques continuent à soutenir la croissance. Pour utiles qu'ils soient, une reconstruction rapide en Irak et le retour progressif à plus de sécurité dans le monde ne sauraient se substituer à une authentique dynamique de croissance économique.

Malgré les incertitudes ambiantes et l'atonie actuelle de l'activité, ces *Perspectives* tablent toujours sur une reprise graduelle quoique peu spectaculaire de l'activité. Un tel scénario semble le plus probable même si une rechute dans la récession ne peut être totalement exclue.

Ce scénario lent mais nullement catastrophique s'appuie sur une analyse de risques soigneuse. Sur le versant géopolitique, le risque le plus aigu s'est maintenant largement dissipé. Avec la fin de la guerre et la sécurisation des gisements de pétrole irakiens, la menace d'une crise pétrolière plongeant l'économie mondiale dans la récession a en effet perdu en actualité. Toutefois, la perception plus diffuse d'un environnement économique encore incertain pourrait prévaloir un temps, prolongeant un certain attentisme en matière d'investissement et d'achats de biens durables.

D'un point de vue strictement économique, certains obstacles à la reprise ont été progressivement levés. C'est le cas notamment pour la demande des entreprises. Aux États-Unis, le stock de capital n'est plus surdimensionné et l'investissement a cessé de baisser, ce qui supprime un frein à la croissance. Les entreprises sont maintenant mieux placées pour prendre le relais des consommateurs. En Europe, les stocks qui sont jugés le plus souvent légers pourraient contribuer à amorcer une « reprise technique ». Plus largement, les conditions budgétaires et monétaires restent suffisamment accommodantes au sein de l'OCDE pour soutenir une reprise naissante.

Il faudra probablement du temps, en revanche, pour que la demande des ménages accélère, dans un contexte où les salariés s'inquiètent de l'évolution des marchés du travail et les propriétaires de logement – au Royaume-Uni et aux États-Unis notamment – redoutent les risques de baisses de prix de l'immobilier.

La nécessaire consolidation de bilans, fragilisés par une longue période de surinvestissement et de surendettement, pourrait également peser sur la reprise. Cette phase de transition concerne tout autant les ménages américains et britanniques que les entreprises européennes, dont les profits sont souvent médiocres et l'endettement élevé. Un exemple frappant de surendettement est fourni par le secteur des télécommunications, analysé en détail dans l'un des chapitres spéciaux des *Perspectives*. Dans ce secteur, les difficultés financières présentes, aussi considérables soient-elles, ne doivent pas servir d'excuse pour différer les réformes économiques et ouvrir davantage les marchés de télécommunication.

L'exemple des Télécoms vient à point pour illustrer le défi que doit aujourd'hui relever la politique économique : avancer résolument, et sans attendre, avec les réformes alors même que la reprise est à peine esquissée. Pour relever ce

défi, une stratégie à « double détente » est nécessaire combinant le souci affiché de soutenir, en tant que de besoin, la conjoncture et la capacité de fixer fermement un cadre de long terme propice au rétablissement de la confiance.

Du côté des politiques de stabilisation conjoncturelle, il apparaît que les marges de manœuvres budgétaires pourront difficilement aller au-delà du simple jeu des stabilisateurs automatiques. Les déficits publics pour la zone OCDE dans son ensemble devraient atteindre 3½ pour cent du PIB en 2003. Cette forte détérioration reflète la faiblesse conjoncturelle des recettes fiscales, mais également une dégradation structurelle des déficits budgétaires dont le redressement demandera du temps et des efforts. Cette plongée dans les déficits est d'autant plus préoccupante qu'elle s'inscrit le plus souvent dans un contexte où les déficits à venir seront considérablement alourdis par les effets du vieillissement démographique et la lenteur avec laquelle sont réformés les systèmes de retraite et de santé. De fait, un certain nombre de pays n'ont désormais plus d'autre choix que d'entamer sans attendre l'assainissement de leurs finances publiques. Une certaine prudence budgétaire est également essentielle pour éviter des relèvements prématurés des taux d'intérêt à long terme et contribuer à stabiliser l'économie dans la durée.

Dans ce contexte, la politique monétaire est la mieux placée pour accompagner la reprise. Si à ce jour les conditions monétaires semblent adaptées à la situation conjoncturelle des États-Unis, une baisse significative des taux apparaît souhaitable dans la zone euro, où la croissance devrait rester en dessous du potentiel pendant les prochains trimestres alors que l'inflation sous-jacente ralentira. Au Japon, il serait souhaitable d'agir plus vigoureusement pour accroître la liquidité tout en accélérant la restructuration du secteur financier.

Renouer avec une dynamique de croissance nécessite dans bien des pays de l'OCDE un nouvel engagement en faveur des réformes économiques. Cette nécessité est particulièrement claire dans les grands pays européens et au Japon, où le PIB par tête a d'abord cessé de rattraper celui des États-Unis pendant les années 80 avant de reperdre du terrain pendant les années 90, marquant ainsi une rupture par rapport à l'expérience de l'après-guerre. Les domaines où les réformes méritent la plus grande attention sont bien mis en évidence dans le chapitre V des présentes *Perspectives*.

Les réformes destinées à stimuler la croissance potentielle sur le moyen terme peuvent aussi, à court terme, améliorer la résilience des économies face à des chocs conjoncturels. Ce n'est sans doute pas pure coïncidence si, comme le note ce rapport, les pays ayant crû le plus rapidement au cours de la décennie passée sont aussi ceux qui ont le plus facilement résisté aux chocs, alors que les pays affichant la performance la plus médiocre sur le long terme sont également ceux qui ont divergé le plus fortement de leur trajectoire de long terme au cours des trois dernières années.

Dans nombre de pays, c'est la mise en route de plans d'action ambitieux en faveur de la croissance qui permettra de redonner aux agents économiques un ancrage de long terme. Ces « agendas pour la croissance » peuvent avoir des objectifs variés, allant d'une meilleure gouvernance d'entreprise aux États-Unis, au relèvement de l'emploi et de la productivité au Japon et en Europe. En Allemagne, où des faiblesses structurelles font obstacle à une reprise robuste, un programme ambitieux de réformes centré sur les institutions du marché du travail et de sécurité sociale est en cours de discussion. Un tel programme, appliqué dans son intégralité, aiderait à libérer le potentiel de croissance de l'économie allemande.

En ces temps de frictions diplomatiques et de perte de confiance dans la gouvernance collective, il est important que les négociations commerciales progressent. Plus généralement, des efforts pour maintenir et renforcer l'intégration économique internationale demeurent essentiels à la prospérité mondiale. Des travaux empiriques menés récemment à l'OCDE, et résumés dans les chapitres VI à VIII des présentes *Perspectives*, montrent comment un meilleur cadre réglementaire peut promouvoir l'investissement direct étranger. Préserver le système économique mondial en améliorant la sécurité est certainement d'une importance centrale, mais des mesures actives facilitant les mouvements de capitaux et donc ceux de la connaissance et de l'expertise sont elles aussi vitales.

16 avril 2003



Jean-Philippe Cotis  
Chef économiste

## **Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des *Perspectives économiques de l'OCDE***

### **N° 72, décembre 2002**

Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles  
La contribution d'une retraite plus tardive à la croissance de l'emploi  
Concurrence sur les marchés de produits et performance économique  
La persistance de l'inflation dans la zone euro

### **N° 71, juin 2002**

Conséquences économiques du terrorisme  
Les changements en cours du cycle économique  
Échanges intra-branche et intra-groupe et internationalisation de la production  
Productivité et innovation : incidence des politiques sur les marchés du travail et des produits  
Instabilité des marchés de change et taxes sur les opérations financières

### **N° 70, décembre 2001**

Épargne et investissement : déterminants et conséquences pour l'action des pouvoirs publics  
L'investissement en capital humain via l'enseignement et la formation postobligatoires  
Effets croisés des politiques sur les marchés du travail et des produits  
Réforme des politiques agricoles : il faut aller plus loin

### **N° 69, juin 2001**

Implications budgétaires du vieillissement : prévisions des dépenses liées à l'âge  
Les grands enjeux de la politique fiscale dans les pays de l'OCDE  
Pour une croissance écologiquement viable : l'expérience des pays de l'OCDE  
Productivité et dynamique de l'entreprise : leçons à tirer des microdonnées

### **N° 68, décembre 2000**

Liens entre la politique économique et la croissance : constatations au niveau international  
Révision des indicateurs de chômage structurel de l'OCDE  
Prix des logements et activité économique  
Tendances de l'immigration et conséquences économiques

### **N° 67, juin 2000**

La réforme de la réglementation dans les industries de réseau : enseignements à tirer et problèmes actuels  
Tendances récentes de la croissance dans les pays de l'OCDE  
Le commerce électronique : conséquences et défis pour la politique économique  
Performance récente du marché du travail et réformes structurelles  
La politique monétaire dans un environnement financier en mutation

### **N° 66, décembre 1999**

L'ampleur et le rôle des stabilisateurs budgétaires automatiques  
La valorisation du travail  
La gestion de la dette publique à la croisée des chemins  
Profil international de la réglementation des marchés de produits

### **N° 65, juin 1999**

Évolution du marché du travail et stratégie de l'OCDE pour l'emploi  
Les défis de politique économique liés au changement climatique  
Le point sur les mouvements de capitaux vers les économies de marché émergentes

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Éditorial : Une reprise graduelle mais peu spectaculaire</b> .....					vii
<b>I. Évaluation générale de la situation macroéconomique</b> .....					1
Vue d'ensemble : une reprise lente .....					1
Nature du cycle et risques géopolitiques .....					2
Vents contraires sur les marchés financiers et cycle d'investissement .....					5
Vigueur et dynamique générale de la reprise .....					10
Les risques baissiers dominant toujours .....					18
Enjeux de politique macroéconomique .....					21
Accélérer la réforme structurelle pour stimuler la croissance et renforcer la résilience face aux chocs .....					31
<i>Appendice</i> : Le scénario de référence à moyen terme .....					35
<b>II. Évolutions dans les pays membres de l'OCDE</b> .....					41
États-Unis .....	41	Corée .....	84	Norvège .....	113
Japon .....	46	Danemark .....	87	Nouvelle-Zélande .....	116
Allemagne .....	51	Espagne .....	89	Pays-Bas .....	119
France .....	56	Finlande .....	92	Pologne .....	122
Italie .....	60	Grèce .....	95	Portugal .....	125
Royaume-Uni .....	65	Hongrie .....	98	République slovaque .....	128
Canada .....	70	Irlande .....	101	République tchèque .....	131
Australie .....	75	Islande .....	104	Suède .....	134
Autriche .....	78	Luxembourg .....	107	Suisse .....	137
Belgique .....	81	Mexique .....	110	Turquie .....	139
<b>III. Évolutions dans un certain nombre d'économies non membres</b> .....					143
Chine .....					145
Fédération de Russie .....					146
Brésil .....					148
<b>IV. Après la bulle des télécommunications</b> .....					151
Introduction .....					151
Un retournement de situation .....					152
Implications pour l'action des pouvoirs publics .....					160
<b>V. Politiques structurelles et croissance</b> .....					169
Introduction .....					169
Tendances divergentes de la croissance .....					169
Facteurs contribuant aux différences dans l'utilisation des ressources de main-d'œuvre .....					172
Facteurs contribuant aux différences d'intensité de la formation de capital physique et humain .....					180
Facteurs contribuant aux différences en matière de progrès technologique .....					186
<b>VI. Tendances de l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE</b> .....					193
Introduction .....					193
Profils de l'IDE .....					194
Investissement direct étranger et échanges .....					198
<b>VII. Restrictions à l'investissement direct étranger dans les pays de l'OCDE</b> .....					203
Introduction .....					203
Les différents types d'obstacles à l'IDE .....					204
Degré d'ouverture des pays de l'OCDE à l'égard de l'IDE en provenance de l'étranger vers 1998-2000 .....					206
La libéralisation de l'IDE depuis 1980 .....					208

<b>VIII. Incidences des politiques sur l'investissement direct étranger</b> .....	211
Introduction .....	211
Politiques et autres déterminants de l'investissement direct étranger .....	212
Effets de la réforme des politiques sur l'investissement étranger .....	217

<b>Chapitres spéciaux parus dans les derniers numéros des Perspectives économiques de l'OCDE</b> .....	223
--	-----

<b>Annexe statistique</b> .....	225
Classification des pays .....	226
Mode de pondération pour les données agrégées .....	226
Taux de conversion irrévocable de l'euro .....	226
Systèmes de comptabilité nationale et années de référence .....	227
Tableaux annexes .....	229

## Encadrés

I.1. Qu'en est-il du surinvestissement ? .....	8
I.2. Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions centrales .....	11
I.3. Conséquences économiques de la diffusion du syndrome respiratoire aigu sévère .....	21
I.4. Réévaluation des soldes corrigés des variations cycliques .....	26
I.5. Hypothèses sous-tendant le scénario de référence à moyen terme .....	36
IV.1. La réforme réglementaire des marchés des télécommunications dans la zone OCDE .....	153
IV.2. Nouvelles technologies des télécommunications .....	155
VI.1. Investissement direct étranger : définition et sources de données .....	193
VI.2. Le commerce extérieur et les différents types d'IDE .....	200
VII.1. Accords internationaux sur l'investissement .....	204
VII.2. Indicateurs des restrictions à l'IDE .....	205
VIII.1. Politiques et IDE : l'analyse empirique de l'OCDE .....	212

## Tableaux

I.1. Croissance de la production .....	1
I.2. Prix du pétrole et des autres produits de base .....	10
I.3. Prévisions de croissance de la production à très court terme .....	13
I.4. Contributions aux variations du PIB en volume .....	14
I.5. Zone euro : résumé des prévisions .....	15
I.6. Productivité du travail, chômage, écarts de production et inflation .....	16
I.7. Commerce international et balances courantes en bref .....	17
I.8. Soldes financiers des administrations publiques .....	25
I.9. Dynamisme et résilience de la croissance dans les grands pays de l'OCDE .....	32
I.10. Résumé du scénario de référence à moyen terme .....	37
I.11. Évolutions budgétaires dans le scénario de référence à moyen terme .....	38
I.12. Croissance du PIB potentiel et de ses composantes .....	39
III.1. Prévisions pour la Chine .....	145
III.2. Prévisions pour la Fédération de Russie .....	147
III.3. Prévisions pour le Brésil .....	149
IV.1. Allocation des licences 3G dans les pays de l'OCDE .....	165
V.1. Croissance tendancielle moyenne du PIB par habitant sur certaines périodes .....	170
V.2. Dépense à différents niveaux d'éducation .....	185
VIII.1. Stocks d'IDE : effet théorique de la levée des restrictions à l'IDE .....	219

## Graphiques

I.1. Tensions et incertitudes dans l'économie mondiale, printemps 2003 .....	4
I.2. Variabilité de la croissance de la production et de l'investissement .....	7
I.3. Investissement privé aux États-Unis et dans la zone euro .....	9

I.4. Marges et taux d'utilisation .....	9
I.5. Taux de change effectifs réels .....	12
I.6. Épargne et investissement aux États-Unis .....	20
I.7. Utilisation des ressources, inflation et taux d'intérêt.....	22
I.8. Le budget fédéral américain en perspective à deux années d'intervalle.....	28
I.9. Déficit prévu et écart de taux d'intérêt aux États-Unis .....	29
IV.1. Structure du marché des réseaux fixes dans la zone OCDE .....	154
IV.2. Cours des actions de certains opérateurs télécom .....	156
IV.3. Taux de défauts de paiement en moyenne mobile sur 12 mois dans le secteur des télécommunications et dans l'ensemble du secteur industriel .....	157
IV.4. Taux d'utilisation des capacités des fournisseurs d'équipements de communications .....	158
IV.5. Abonnés au téléphone et à Internet dans la zone de l'OCDE .....	159
IV.6. Contribution des services de télécommunications à l'inflation sous-jacente dans la zone euro.....	161
IV.7. Taux de pénétration des réseaux à large bande dans les pays de l'OCDE, juin 2002 .....	162
V.1. Sources de la croissance du PIB tendanciel par habitant.....	171
V.2. Sources de la croissance de l'utilisation des ressources de main-d'œuvre .....	173
V.3. Estimations des taux de compensation bruts et nets .....	176
V.4. Variations des taux de chômage de longue durée et de chômage structurel.....	179
V.5. Investissement en TIC dans certains pays de l'OCDE .....	181
V.6. Investissement en capital-risque par stade de développement.....	182
V.7. Pourcentage de la population ayant atteint un certain niveau d'instruction, 2001 .....	184
V.8. Croissance de la productivité multifactorielle sur certaines périodes.....	187
V.9. Dépenses de R-D dans les pays de l'OCDE .....	189
VI.1. Flux d'IDE au sein de la zone OCDE.....	194
VI.2. Répartition des stocks d'IDE dans la zone de l'OCDE en 1998 .....	195
VI.3. Stocks d'IDE dans les pays de l'OCDE, années 80 et 90.....	196
VI.4. Activité des filiales étrangères dans certains pays de l'OCDE, années 90.....	198
VI.5. Part en pourcentage de l'emploi des filiales étrangères dans certains secteurs.....	199
VII.1. Restrictions à l'IDE dans les pays de l'OCDE, 1998/2000 : répartition selon diverses restrictions .....	207
VII.2. Configuration transsectorielle des restrictions à l'IDE, 1998/2000.....	208
VII.3. Restrictions à l'IDE dans les pays de l'OCDE, 1980-2000.....	209
VII.4. Évolution des restrictions à l'IDE dans certains secteurs, 1981-1998.....	209
VIII.1. Contributions des politiques et d'autres facteurs aux différences internationales entre les stocks bilatéraux d'IDE à l'étranger, 1980-2000 .....	213
VIII.2. Activités des filiales étrangères et restrictions à l'IDE dans certains secteurs .....	215
VIII.3. Réglementation des marchés de produits et stocks d'IDE, 1990-1998 .....	217
VIII.4. Politiques et stocks d'IDE en provenance de l'étranger .....	218
VIII.5. Politiques et stocks d'IDE en provenance de l'étranger : possibilité d'améliorer l'intégration .....	220

## Légendes

\$	Dollar des États-Unis	.	Décimale
¥	Yen japonais	I, II	Semestres
£	Livre sterling	T1, T4	Trimestres
€	Euro	Billion	Mille milliards
mbj	Millions de barils par jour	Trillion	Mille billions
..	Données non disponibles	c.v.s.	Corrigé des variations saisonnières
0	Nul ou négligeable	n.c.v.s.	Non corrigé des variations saisonnières
–	Sans objet		

Résumé des prévisions<sup>a</sup>

	2002	2003	2004	2002		2003		2004	
				I	II	I	II	I	II
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente									
<b>PIB en volume</b>									
États-Unis	2.4	2.5	4.0	3.5	2.7	1.7	3.8	4.1	3.8
Japon	0.3	1.0	1.1	1.0	3.5	0.0	0.6	1.2	1.4
Zone euro	0.9	1.0	2.4	1.1	1.1	0.9	1.4	2.6	2.9
Union européenne	1.0	1.2	2.4	1.2	1.4	1.0	1.5	2.6	2.8
OCDE total	1.8	1.9	3.0	2.5	2.4	1.4	2.4	3.2	3.2
<b>Demande intérieure totale en volume</b>									
États-Unis	3.0	2.8	4.0	4.2	3.3	2.1	3.8	4.2	3.8
Japon	-0.3	0.5	0.4	-0.4	3.2	-0.6	-0.2	0.5	0.7
Zone euro	0.3	1.1	2.4	0.4	1.0	1.0	1.5	2.6	2.9
Union européenne	0.7	1.3	2.5	0.7	1.5	1.1	1.6	2.8	3.0
OCDE total	1.9	2.0	2.9	2.4	2.8	1.4	2.4	3.1	3.1
En pourcentage									
<b>Inflation<sup>b</sup></b>									
États-Unis	1.1	1.6	1.3	0.9	1.3	2.0	1.2	1.5	1.3
Japon	-1.7	-2.2	-1.8	-1.7	-2.6	-2.1	-1.8	-1.8	-1.8
Zone euro	2.4	1.9	1.7	2.5	2.1	1.9	1.8	1.6	1.6
Union européenne	2.5	1.9	1.8	2.8	2.1	1.9	1.9	1.8	1.8
OCDE <i>moins</i> la Turquie	1.4	1.3	1.2	1.5	1.2	1.5	1.2	1.2	1.2
OCDE total	2.1	1.7	1.4	2.0	1.7	1.9	1.5	1.4	1.3
En pourcentage de la population active									
<b>Chômage</b>									
États-Unis	5.8	6.0	5.8	5.7	5.8	6.0	6.1	5.9	5.7
Japon	5.4	5.7	5.7	5.3	5.4	5.6	5.8	5.7	5.7
Zone euro	8.2	8.8	8.7	8.1	8.3	8.7	8.8	8.8	8.6
Union européenne	7.6	8.0	7.9	7.5	7.7	8.0	8.1	8.0	7.9
OCDE total	6.9	7.2	7.0	6.8	7.0	7.1	7.2	7.1	6.9
En pourcentage du PIB									
<b>Balance courante</b>									
États-Unis	-4.8	-5.4	-5.5	-4.6	-5.0	-5.4	-5.4	-5.5	-5.5
Japon	2.8	3.1	3.9	3.0	2.6	2.9	3.4	3.8	4.1
Zone euro	1.1	1.4	1.4	0.9	1.3	1.3	1.4	1.4	1.4
Union européenne	0.9	1.0	1.0	0.7	1.0	1.0	1.0	1.0	0.9
OCDE total	-1.1	-1.2	-1.2	-1.0	-1.1	-1.2	-1.1	-1.1	-1.1
En pourcentage									
<b>Taux d'intérêt à court terme<sup>c</sup></b>									
États-Unis	1.8	1.4	3.0	1.9	1.6	1.3	1.4	2.6	3.5
Japon	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Zone euro	3.3	2.3	2.3	3.4	3.3	2.5	2.1	2.1	2.5
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente									
<b>Commerce mondial<sup>d</sup></b>									
	3.6	5.9	8.8	5.9	7.9	4.1	7.5	9.3	9.4

Note: Sauf pour le chômage et les taux d'intérêts, les données semi-annuelles sont désaisonnalisées, taux annuels.

a) Les hypothèses sur lesquelles sont fondées les prévisions sont les suivantes :

- les politiques fiscales en vigueur ou annoncées restent inchangées ;
- les taux de change restent inchangés par rapport à leur niveau du 26 mars 2003 ; en particulier 1 dollar = 120.10 yen et 0.936 euros ;
- les prévisions ont été établies à partir de données collectées avant la date limite du 4 avril 2003.

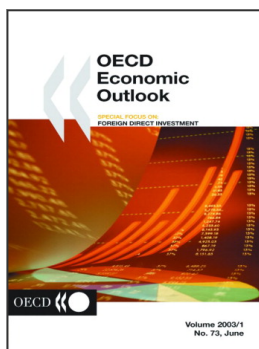
b) Indice implicite des prix du PIB, pourcentages de variation par rapport à la période précédente.

c) États-Unis : eurodollar à 3 mois ; Japon : certificats de dépôt de 3 mois ; zone euro : taux interbancaires à 3 mois. Voir encadré Hypothèses de politique économique et autres hypothèses sous-tendant les prévisions.

d) Taux de croissance de la moyenne arithmétique des importations et des exportations mondiales de marchandises en volume.

Source : OCDE.





Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2003 Issue 1**

Accéder à cette publication :

[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2003-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2003-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

Cotis, Jean-Philippe (2003), « Une reprise graduelle mais peu spectaculaire », dans OCDE, *OECD Economic Outlook, Volume 2003 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2003-1-2-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2003-1-2-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).